

Aujourd'hui, cette CAPD « phase d'ajustement » se tient pour affecter les personnels restés sans poste à l'issue de la phase principale. Mais avant de parler de cette opération, nous tenions à profiter de cette dernière CAPD pour faire un bilan non exhaustif de l'année écoulée.

Lors des CAPD précédentes, le SNUipp/Fsu 16 a souvent fait part de la difficulté des personnels à pouvoir exercer sereinement leur métier et faire respecter leurs droits.

Cette année a avancé d'un pas, voire de plusieurs foulées, dans la dégradation de l'exercice du métier. Les collègues ont ainsi vu une augmentation des effectifs dans les classes, la multiplication de collègues non formés, la disparition des aides à la direction, une aide insuffisante pour les enfants en difficulté et en situation de handicap et le tout, couronné par une baisse du pouvoir d'achat.

Au cours de l'année, de nouvelles vagues sont venues se briser sur l'école et ses personnels : la mise en place du jour de carence, la réécriture des projets d'école, de nouvelles charges administratives tel l'emblématique Afflenet, la réduction des enveloppes budgétaires des personnels itinérants, le manque de remplaçants si criant et enfin les suppressions massives de postes pour la prochaine rentrée amputant gravement les écoles de la Charente et les Rased de 19 postes.

Les 17 rapports jusqu'ici enterrés par Luc Chatel et publiés par le nouveau ministre pointent l'étendue des dégâts et illustrent les pratiques de l'ancien gouvernement. Parmi ces derniers figurent ceux sur l'école maternelle, la mise en oeuvre de la réforme de la formation des enseignants, le remplacement des enseignants absents. Autant de domaines dans lesquels l'Éducation nationale a été plus qu'affaiblie ou controversée ces dernières années.

L'enquête « Aide personnalisée : opération vérité », menée par le SNUipp-FSU à laquelle plus de 18 600 enseignants ont répondu, dresse un constat sévère du dispositif « phare » de lutte contre le noyau dur de l'échec scolaire lancé depuis 2009. Inappropriée face aux difficultés lourdes, chronophage

pour les élèves comme pour les enseignants... Plus de huit enseignants du 1er degré sur dix ne jugent pas le dispositif efficace. Des résultats qui appellent de nouvelles mesures pour lutter contre la difficulté scolaire notamment le rétablissement et le développement des RASED.

Nous vous demandons par ailleurs, une nouvelle fois de suspendre les sanctions financières pour les 11 collègues concernés.

Le SNUipp/FSU16 a également assisté à un durcissement dans les relations avec la hiérarchie. Il faut désormais redonner aux enseignants les moyens d'exercer leur métier, leur donner confiance et reconnaissance. Il faut aussi, dès à présent, ici comme ailleurs, entendre et respecter les représentants des personnels et rétablir le paritarisme et un véritable dialogue social particulièrement malmené depuis les dernières mandatures.

Je voudrais vous lire, pour finir, un extrait d'un mail reçu hier soir de M Maurice Marteau, une figure du monde éducatif :

*"Notre école est malade, agressée qu'elle fut depuis de nombreuses années par un pouvoir qui voulait la détruire et une administration servile. Les victimes sont les enfants et les enseignants. Ces derniers écrasés par des tâches inutiles, parcellaires, sont ravalés à des travaux d'exécutants dont il faut se méfier et qu'il faut contrôler au plus près par des évaluations de toutes sortes. Diviser et stresser, manier la carotte et le bâton sont le fruit d'une idéologie bien connue dans le monde du travail. Elle aboutit à la passivité, à la souffrance, à l'inefficacité, voir le rapport fait par le Sénat sur la souffrance des enseignants. Rapport dont les syndicats doivent se saisir de toute urgence et avec toute la force possible. Les syndicats souvent se sont contentés de revendications quantitatives, salaires, nombre de postes etc. C'est indispensable mais pas suffisant. Quand un enseignant était victime d'un abus d'autorité ou d'une injustice, son cas était traité par le secrétaire général mais ne s'inscrivait pas dans une lutte d'ensemble. C'est toujours utile, mais, maintenant les comportements de la hiérarchie ne sont plus des actes individuels ils relèvent de méthodes générales qui ne peuvent être combattues que par des actions à visage découvert appuyées sur des constats qui doivent être divulgués et analysés. Profitant de la nouvelle majorité et de son désir d'améliorer le fonctionnement de l'Ecole de la République, il est temps de proclamer que rien ne se fera sans l'adhésion sinon l'enthousiasme des enseignants et que pour cela il faut libérer les initiatives et faire que le plaisir d'enseigner remplace la peur et l'inhibition. Est-il inconcevable que les IEN et conseillers pédagogiques changent de méthodes, se mettent à l'écoute des enseignants, relèvent leurs efforts, leurs prises d'initiatives, les mettent en relation et en recherche avec leurs pairs, se voient enfin au service de ceux qui font la qualité de notre école. Je le crois encore faut-il que cela leur soit signifié. Par le ministère mais aussi par la base et les syndicats. C'est ce désir que je lis dans cette lettre circulaire. Dans les paragraphes sur la liberté pédagogique, ce qui est obligatoire et ne l'est pas, le pouvoir de dire non, l'analyse des projets d'école, la façon d'utiliser les évaluations au service de la classe."*